

*Les crédits*

Alors si ce rapport a été terminé en mai 1994, il a pris un certain nombre de semaines et de mois. Donc, cela veut dire que, presque pratiquement dès l'entrée au pouvoir de ce nouveau gouvernement, il y avait une intention claire de s'ingérer davantage dans le champ de l'éducation.

Je vois ici deux députés du côté du pouvoir qui faisaient partie du groupe qui a fait le tour du Canada. Ils ont pu constater comme moi, et c'est vrai, que, dans le reste du Canada, à part le Québec, les normes nationales en matière d'éducation ou dans d'autres domaines, à certains endroits, tels qu'en Alberta où on le ressent plus fortement qu'ailleurs, les gens exigeaient du fédéral qu'il intervienne parce qu'ils sentaient que leur gouvernement provincial commençait à battre de l'aile et à couper dans les programmes sociaux. J'ai pu sentir que, dans le reste du Canada, les Canadiens ne tiennent pas autant que nous aux juridictions qui relèvent exclusivement des provinces, telles l'éducation, la santé et l'aide sociale.

• (1920)

Les gens du comité ont pu se rendre compte également qu'au Québec c'est tout à fait l'inverse. Parce qu'on est un peuple distinct, parce qu'on a notre culture, notre histoire, parce qu'on est justement un peuple, on tient à ce que l'éducation reste dans le champ de juridiction des provinces, donc du Québec.

On ne veut pas empêcher le reste du Canada de changer sa façon de voir les programmes sociaux ou l'éducation, mais quant à nous, on tient à gérer cela nous-mêmes. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le fédéral se sert de son pouvoir de dépenser, de prélever des impôts et de verser dans les domaines dont je viens de parler, soit la santé et l'éducation particulièrement, et il prend l'argent de tout le monde, incluant celui des Québécois, pour financer cela.

Il est normal que nous exigions notre quote-part. L'idéal, vous le savez, on le demande, serait qu'on nous transfère les points d'impôt. C'est d'ailleurs ce que demande, de façon unanime, l'Assemblée nationale du Québec. C'est elle qui a commencé à le demander, même pas sous le gouvernement péquiste, mais sous le gouvernement libéral antérieur. À maintes reprises, on a demandé de retrouver tous nos points d'impôt en matière d'éducation et de formation professionnelle.

J'ai parlé du chômage chez les jeunes. Il faut le rappeler, plus de 400 000 jeunes de moins de 24 ans sont actuellement au chômage au Canada. Au Québec, c'est particulièrement inquiétant, puisque 18 p. 100 des jeunes de cet âge-là sont au chômage. En plus, il y a les gens qui sont à l'aide sociale. Avec le Budget de l'année passée, on se rend compte qu'il y a eu une diminution du taux de chômage, mais il n'y a pas beaucoup plus d'emplois disponibles, et ce, à cause des coupures à l'assurance-chômage.

C'est pour cela qu'un député libéral, hier, a voté contre son gouvernement, le député de Notre-Dame-de-Grâce, parce qu'il disait qu'on était en train de briser les programmes sociaux. Il rappelait sa longue expérience en Chambre, sa longue expérience parlementaire du temps de Trudeau, de Pearson, et voilà qu'en deux ans, on détruit cela. C'est ce qu'il disait. Donc, il s'y est opposé avec raison.

Je ne suis pas de ceux qui encouragent la dissidence parlementaire, mais selon les motifs invoqués par le député, je pense que c'est digne de mention.

Les coupures à l'assurance-chômage sont faites de trois façons: rallonger le délai d'admissibilité, diminuer la durée des prestations et baisser le taux de prestation. Il y a de plus en plus de chômeurs qui ne peuvent plus retirer l'assurance-chômage et qui sont maintenant devenus assistés sociaux.

Monsieur le Président, vous me pardonnerez de parler d'un cas particulier de mon comté qui illustre le problème du chômage, dont on n'a pas entendu parler depuis longtemps, le dossier de la MIL Davie. Il y a deux ans, 3 000 personnes travaillaient à ce chantier. C'était un chantier qui, comme celui de la Saint John Shipbuilding, construisait des frégates, des bateaux militaires. Toutefois, depuis la fin de la guerre froide, les commandes ont diminué.

Le gouvernement qui est maintenant au pouvoir, pendant la campagne électorale, rappelons-le, parlait de «jobs, jobs, jobs», car l'emploi était sa priorité. Si on regarde les chiffres, on se rend compte qu'il n'y a pas plus d'emplois maintenant qu'auparavant. Il y a une grande partie des emplois qui sont précaires. Les jeunes et les femmes qui veulent retourner sur le marché du travail sont les deux groupes les plus touchés par les emplois précaires au Canada.

• (1925)

Qu'est-il arrivé au chantier? Rien. Le fédéral, par voie indirecte, a octroyé 30 millions de dollars à la Société de transport maritime des Îles-de-la-Madeleine pour un navire usagé. Le gouvernement du Québec a décidé de récupérer cette solution pour construire un bateau neuf qui permettra la création d'un certain nombre d'emplois.

Mais 3 000 personnes dans un comté comme le mien qui perdent soudainement leur travail, c'est épouvantable. Malgré tout, le centre local de main-d'oeuvre du Canada avait créé, avec le Québec, un comité de reclassement, et de cette façon les statistiques concernant le chômage dans la région de Québec ne s'en sont pas trop ressenties. En un an, on a vu une augmentation de 0,4 p. 100. Donc, de 12,4 p. 100 en avril 1994, le taux de chômage est passé à 12,8 p. 100 cette année.

Quand je parle des coupures à l'assurance-chômage, les travailleurs de la MIL Davie en ont été les victimes. J'ai pu le constater moi-même. Dans la région de Québec, et au Québec, il y a 31 000 assistés sociaux de plus à cause des coupures à l'assurance-chômage.

Je sais qu'on me posera des questions, cela me donnera donc l'occasion de compléter ce que je voulais dire.

[Traduction]

**M. Larry McCormick (Hastings—Frontenac—Lennox and Addington, Lib.):** Monsieur le Président, mon vis-à-vis a dit que deux membres du Comité permanent du développement des ressources humaines étaient à la Chambre. Cela me rappelle novembre ou décembre dernier, lorsque notre comité a tenu des audiences dans 27 villes. Je dis 27 villes à l'intention du député parce que nous ne sommes pas tous allés partout ensemble. En 35 jours, il y a eu des audiences dans 27 villes des dix provinces et des deux territoires, y compris l'est de l'Arctique. Si quelqu'un